

# Djezzy se prépare mais...

3G

**Depuis quelque temps, des cadres de Djezzy sont chez l'opérateur italien Wind pour un échange d'expertise et d'expérience en matière de téléphonie 3G.**

A rappeler que Wind a lancé en Italie la téléphonie troisième génération en 2000. Notons également que ce même opérateur s'est vu décerner un prix européen pour la qualité de ses relations avec la clientèle, notamment pour la grande transparence qui la caractérise.

Cette présence des cadres de Djezzy dans les différents services de Wind n'a pas pour but de transférer aveuglément en Algérie ce qui se fait en Italie. «Nous devons expertiser les choses qui peuvent être transposables au marché algérien qui a ses propres caractéristiques. A nous et à nous seuls Algériens de trouver le dosage nécessaire pour faire bénéficier notre clientèle Djezzy du meilleur service 3G en Algérie», nous dit ce cadre qui séjourne actuelle-

ment à Rome. Le même point de vue est partagé par le président-directeur général de Djezzy M. Vincenzo Nesci.

«Nous sommes attentifs aux autres expériences du groupe et certains de nos cadres sont ici en Italie pour voir et mesurer l'expérience Wind et voir comment aborder avec nos cadres algériens le marché algérien.» Et d'ajouter : «Djezzy est en difficulté en matière d'investissement notamment pour la partie devises. Mais cela ne nous a pas empêchés d'investir dans le capital humain algérien. Et c'est ainsi pour ça que des cadres sont actuellement en Italie.»

Si Djezzy se prépare pour le lancement de la 3G, il est évident que si cela venait à se faire dans l'immédiat, cela risque de lui poser



Photo : DF

**Djezzy doit mettre à niveau ses installations.**

quelques difficultés du fait de la récession en matière d'investissement due au gel de ses opérations de commerce extérieur décidé par

la Banque d'Algérie à la fin 2010. Autrement dit, Djezzy a besoin de mettre à niveau ses installations. «Il ne s'agit pas de lancer la 3G

juste pour le fun. La philosophie qui nous anime nous dicte d'être certains, lorsqu'on lancera cette technologie, d'offrir à nos 18 millions d'abonnés, le meilleur service.»

Pour le moment, les autorités algériennes avancent des doutes pour le lancement de la 3G mais à chaque fois, nous assistons à des reports. Avec l'explosion du marché des smartphones et des tablettes et autres clés USB, l'internet mobile est considéré par les experts comme un marché à forte croissance. Une évolution qu'il faut lier également au développement des réseaux sociaux comme Youtube, Facebook, et Skygo qu'une tablette ou un smartphone leur assurent un service continu.

Pour le moment, le cahier des charges pour la 3G en Algérie n'a pas été encore rendu public. Tous les opérateurs partiront-ils à chances égales ?

N. B.

## À L'ORIGINE DE L'ANARCHIE QUI PRÉVAUT DANS LE SECTEUR DU TRANSPORT

### L'Algérie ne dispose d'aucun plan de circulation

**Selon le président de l'Union nationale des transports des voyageurs et des marchandises, Abdelkader Boucherit, il n'existe aucune occupation rationnelle des lignes, dont les permis d'exploitation sont délivrés à «la tête du client».**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Les propos du président de l'Union nationale des transports des voyageurs et des marchandises, Abdelkader Boucherit, qui s'est exprimé hier dimanche, à Alger, appellent à l'interrogation. Selon lui, en 2013, l'Algérie qui dispose d'un parc auto assez important, continue de fonctionner sans un plan de circulation.

«L'Algérie qui ne dispose d'aucun plan de circulation, n'a pas aussi un plan de transport

suivant lequel on organise les lignes et on distribue leurs permis d'exploitation. Depuis le temps, il n'y a aucune étude qui a été établie pour évaluer et mettre en synergie la capacité des bus et leurs nombres par rapport au temps et à la distance des trajets et des lignes...», a-t-il expliqué. Ce dernier ne comprend pas aussi comment le ministère des Transports parle d'anarchie dans le circuit du transport en commun, au moment où «lui-même utilise les

lignes de transport d'une manière irrationnelle, délivrant des permis d'exploitation à la tête du client». Pour lui, «Il est anormal que des lignes soient saturées et que d'autres expriment un besoin...». C'est ainsi que Abdelkader Boucherit pense que la responsabilité incombe avant toute autre personne, au ministère des Transports qui «refuse de se pencher sur cette question en dépit des maintes réclamations faites par le syndicat». Par ailleurs, le président de l'Union nationale des chauffeurs de taxi, Hocine Aït Mébarek, a relevé la contradiction flagrante dans l'action du ministère des Transports qui consiste à instaurer une nouvelle grille de tarification sans pour autant

ajuster les compteurs. Interrogé sur cette anomalie, ce dernier a souligné que «le ministère des Transports ne s'est pas préparé à cette nouvelle tarification.»

Il est à signaler que l'ajustement des compteurs des taxis par rapport à une nouvelle tarification se fait par les services du ministère des Transports et non pas par les chauffeurs de taxi eux-mêmes.

Il est aussi à rappeler que dans tous les pays du monde, on procède à l'ajustement des compteurs suivant la nouvelle tarification avant sa mise en vigueur. En Algérie, la logique contraire semble s'installer en mode de fonctionnement permanent.

M. M.

## Cancor précise

Conformément à notre droit de réponse, nous vous prions d'insérer la présente mise au point, suite à l'article de M. Fodil Bettahar, «Exploitation de l'or - Gros contrat pour micro-entreprises», paru dans le quotidien *Le Soir d'Algérie* du jeudi 28-02-2013. Afin d'éclairer l'opinion publique, et respecter son droit à une information fiable, nous reprendrons les points marquants suivants :

1. Mines Cancor Inc. tient à réitérer qu'elle tiendra tous ses engagements, et ne s'est jamais apprêtée à quitter l'Algérie. Le fait d'avoir importé tout le matériel de sondages, nécessaire à réaliser nos programmes, en est une preuve, bien que laisser un matériel aussi coûteux, immobilisé, constitue un souci permanent. A l'étape actuelle, Mines Cancor Inc. a été mise dans l'obligation de suspendre ses activités au Hoggar, suite aux événements conjoncturels actuels sévissant dans le Sahel. Toutes les tentatives de trouver une issue à ce problème sont restées vaines, et nous sommes dans l'attente d'une évolution favorable pour pouvoir immédiatement entamer la réalisation de nos travaux. Des courriers ont été adressés à la Wilaya de Tamanrasset, et à l'Agence nationale du patrimoine minier, dans ce sens. D'autre part, vous prétendez que nous avions procédé à un arrêt des travaux en 2011, en invoquant la guerre en Libye, ce qui est FAUX, puisque nous étions bel et bien sur le terrain à ce moment-là, pour accomplir notre travail.

2. L'article fait l'amalgame (par manque de professionnalisme ou sciemment ?) entre permis d'exploitation et permis d'exploration et de prospection. Mines Cancor Inc. n'a jamais été titulaire d'un quelconque titre

d'exploitation, et il ne s'est jamais agi de quatre mines d'or exploitables ou de gisements d'or. Mines Cancor Inc. a acquis quatre permis de prospection et d'exploration sur des indices, qui, au stade actuel des études, sont loin de constituer des gisements d'or économiquement exploitables.

3. L'acquisition de ces quatre permis s'est faite de la manière la plus transparente, suite à des appels d'offres nationaux et internationaux, lancés en 2007 et 2008 par l'Agence nationale du patrimoine minier du ministère de l'Energie et des Mines, selon les procédures en vigueur au sein de cette dernière, incluant une ouverture des plis et attribution en séance publique.

Dans ce cadre, il n'a nullement été question de pratiques illicites de notre part ou de l'aide d'une quelconque autre partie, pour acquérir ces titres. Seuls notre professionnalisme et notre expertise ont prévalu. Dans ce cadre, nous confirmons n'avoir jamais rencontré Monsieur le Ministre de l'Energie et des Mines précédent, et à aucun moment.

4. Au sujet des 49% que vous attribuez à Sonatrach, dans le cas d'une exploitation minière future, nous vous rappelons que c'est la loi de finances complémentaire de 2009 qui a institué le 51/49%, or, nos cahiers des charges étaient signés en 2007 et 2008.

5. S'agissant du statut de Junior de Mines Cancor Inc., qui vous préoccupe tant, il faudrait se référer à ce qui se pratique à travers le monde dans le domaine minier. La prospection et l'exploration sont des activités à risque, que prennent la plupart du temps les sociétés juniors, à capitaux privés et cotés en Bourse. Leur rôle est éminemment

important à ces stades d'études, puisqu'elles détiennent l'expertise technique, et les compétences pour s'adresser au marché financier. Votre article se lance dans des diatribes infondées et incompréhensibles. Spéculer (dans quel but ?) sur le fait que Cancor n'a levé que 3 millions de dollars au lieu de 5 millions, «pour aborder l'exploitation des quatre mines» (?), comme vous le rapportez, relève ou de la mauvaise foi, ou bien d'une incompréhension du problème. Mines Cancor Inc. n'est pas au stade d'exploitation comme indiqué ci-haut.

Ces financements doivent servir à mener des TRAVAUX D'EXPLORATION et non d'EXPLOITATION. Vos prétendus «experts près du dossier» auraient pu vous en faire saisir la nuance.

Enfin, cher Monsieur, Mines Cancor Inc. est une société respectable, détenant les expertises technique et financière nécessaires à la bonne conduite des projets d'exploration minière, et n'a besoin d'aucune largesse de quiconque. Notre compagnie n'est en rien concernée par toutes ces contre-vérités et ces spéculations dont les buts inavoués ne nous sont pas accessibles, et vouloir lui porter préjudice, est contraire à la pondération exigée, quand on a la responsabilité d'informer. Mines Cancor Inc. s'est engagée en Algérie, uniquement sur la base de la loi N°01/10 du 03 juillet 2001 portant loi minière, et des clauses du cahier des charges qu'elle a signées avec l'Administration compétente. En espérant vous avoir informé amplement, veuillez recevoir nos salutations.

Mines Cancor Inc.

## MALI

### Préparatifs pour l'après-guerre

Alors que les canonniers tonnent encore dans le mont d'Ifohas où les groupes terroristes se sont repliés, des plans opérationnels pour l'après-guerre sont peaufinés. L'ONU s'active à mettre en place une force de maintien de la paix, qui doit enchaîner sur la mission de la MISMA, limitée dans le temps. Des organisations régionales et continentales réfléchissent à Nouakchott, en Mauritanie, sur la sécurité dans la bande sahélo-saharienne.

Des représentants de pays voisins du Mali, de l'Union africaine (UA), de l'Union européenne (UE) et de l'ONU se sont retrouvés hier dans la capitale mauritanienne pour discuter de la sécurité dans la bande sahélo-saharienne.

L'Algérie est représentée à ce conclave par le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel. La réunion, élevée au rang ministériel, a pour objectif de faciliter à la MISMA l'accomplissement de son mandat mais aussi de renforcer l'efficacité de la lutte contre le terrorisme. Une lutte qui devra s'articuler autour de trois axes fondamentaux, à savoir la surveillance des frontières, l'échange d'informations et l'unification de la réflexion sur des arrangements opérationnels de sécurité. Ce qui suppose une coopération accrue entre les pays voisins du Mali. La réunion de Nouakchott s'est tenue en prévision du retrait des forces françaises en opération au Mali depuis le 11 janvier dernier. Un retrait qui devra être entamé dès avril prochain. «Les progrès réalisés sur le terrain doivent être renforcés par une contribution accrue des voisins du Mali pour le renforcement de la capacité de la MISMA», a soutenu, lors de la réunion, Saïd Djinnit, le représentant de l'ONU en Afrique de l'Ouest. L'ONU avait préconisé la semaine dernière le renforcement de la capacité de la MISMA en vue de la transformer en une force de maintien de la paix au Mali. La lettre de mission initiale de la MISMA est d'appuyer les forces régulières maliennes à récupérer les territoires du nord du pays contrôlés par les groupes islamistes extrémistes et terroristes. La tâche est accomplie, cependant, par l'armée française, appelée au secours par Bamako pour stopper la progression islamiste vers le centre et sud du pays. La force de stabilisation de l'ONU doit s'élargir à quelque 10 000 hommes. Ce qui suppose l'implication d'autres contingents, outre ceux de la MISMA. Fort probablement, l'ONU fera impliquer des forces mauritaniennes et burundaises. Dans ses prévisions, l'ONU espère réunir au complet sa mission de stabilisation vers juillet 2013.

### Un caporal français tué au combat

Les affrontements entre les forces françaises, appuyées par les forces tchadiennes, et les groupes terroristes dans le mont d'Ifohas se poursuivent toujours. Hier, le président français, François Hollande, a fait état, dans un communiqué, de la mort au combat d'un soldat français, ce qui porte à cinq le nombre de soldats français morts depuis le début de l'intervention au Mali. Le soldat, Van Dooren, un caporal de 24 ans, est mort dans l'explosion de son véhicule qui a roulé sur un engin ennemi. Il participait à une opération de fouille et de destruction de caches terroristes au sud de Tissalit. Selon l'état-major des armées, trois autres soldats ont également été blessés dans l'explosion. Deux l'ont été sérieusement.

Sofiane Aït Iflis

## AVIS DE DECÈS

La famille Aberkane a la douleur de faire part du décès de sa très chère

**Aberkane Malika**

survenu à l'âge de 86 ans à El Kseur Béjaïa.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»